

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 29 (1982)
Heft: 4

Rubrik: Aktuell = Actualité = Attualità

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

l'Assemblée des délégués du 28 septembre 1974 à Weinfelden, où il succéda à M. Léo Schürmann.

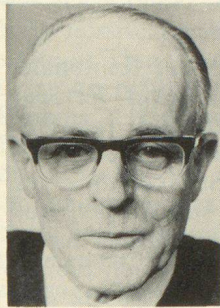
C'était la première fois que les sections romandes de l'USPC eurent la joie et l'honneur de voir un de leurs ressortissants nommé à la présidence centrale de l'USPC.

Sous l'impulsion de M. Schmitt, l'USPC entreprit de restructurer son organisation et de repenser ses buts et ses activités. Ces efforts aboutirent en 1977 à la révision des statuts de l'USPC, acceptée par l'Assemblée des délégués le 22 octobre 1977 à Genève. C'est au cours de cette même assemblée que M. Schmitt demanda à être relevé de ses fonctions et que M. Reinhold Wehrle, professeur, lui succéda à la tête de l'USPC.

Un président dynamique, qui avait des idées très claires sur le rôle que devait jouer l'USPC dans le contexte de la protection civile en Suisse, voilà le souvenir que nous gardons de M. Schmitt. C'est avec une grande tristesse que nous avons appris son décès, survenu à l'âge de 55 ans, après une grave maladie. Nous tenons à exprimer à sa famille notre profonde sympathie.

war. Es musste in dieser Phase oft hart gekämpft und gerungen werden. Ernst Fischer, von seiner militärischen Karriere her geprägt, hatte oft harte Auseinandersetzungen zu bestehen, welche die ersten Schatten auf seine Gesundheit warfen. Die Krönung dieses Werkes, das Zivilschutzgesetz und das Gesetz über die baulichen Massnahmen, führte dazu, dass Ernst Fischer 1963 vom Bundesrat zum ersten Direktor des neugeschaffenen Bundesamtes für Zivilschutz gewählt wurde. In seine Amtszeit fällt der erste Herzinfarkt, der Schaffenskraft und Gesundheit beeinträchtigte, was später zu seiner frühzeitigen Pensionierung führte. Erwähnenswert ist, dass er sich an der Schaffung des Zivilverteidigungsbuches beteiligte, dem er überzeugt seine Unterstützung verlieh.

Mit Ernst Fischer ist ein Patriot und eine Persönlichkeit zu Grabe getragen worden, der eng mit den frühen Anfängen des Schweizer Zivilschutzes verbunden war und mit zahlreichen bekannten Zeitgenossen dafür an vorderster Front kämpfte. Dafür wollen wir ihm heute von Herzen dankbar sein.



Roger Parisod

Article de
F. Martin,
Neuchâtel

Roger Parisod a pris sa retraite comme président de l'Union vaudoise pour la protection civile lors de l'assemblée générale et la célébration du cinquantenaire, le 20 mars 1982.

Dévouement, sens des responsabilités, patriote convaincu, telles sont les qualités qui ont toujours prévalu dans la vie bien remplie de notre ami Roger Parisod.

Dévouement total pour la protection civile dès ses débuts, alors qu'un manque d'intérêt devait être dominé. Si aujourd'hui il n'y a pas d'importantes controverses quant à l'obligation de servir dans la protection civile, c'est grâce aux pionniers de la première heure qui ont servi sans relâche et auxquels il faut penser avec reconnaissance. Roger Parisod est dans ce peloton de tête. Partisan d'une protection civile bien structurée, il a donné le bon exemple en payant bénévolement de sa personne.

Le journal *L'alerte aérienne*, qui paraissait quatre fois par année dès 1934, était l'élément principal de cette propagande du moment. C'est jusqu'en 1967 que cette revue a paru, développant les sujets d'information avec la collaboration de Roger Parisod. Puis, après trente-trois ans de précieux services, *L'alerte aérienne* a pris congé de ses lecteurs pour renforcer et faciliter la parution de la revue *Protection civile* de l'USPC.

L'Union vaudoise, pour ce qui est aujourd'hui la protection civile, a pris naissance le 10 juin 1931 sous l'appellation de Ligue vaudoise contre le péril aéro-chimique. En 1934, cette ligue a changé son nom, pour devenir l'Association suisse de défense aérienne passive, luttant sans relâche, avec Roger Parisod, pour alerter la population sur les dangers chimiques, cela jusqu'en 1967. A noter qu'en 1935, sous le haut patronage du commandant de corps Henri Guisan, une exposition officielle de défense aérienne a été organisée avec un grand succès par cette association au Comptoir suisse de Lausanne.

Concernant la vie active de Roger Parisod, il faut relever une sérieuse formation à l'Ecole supérieure de

commerce de Lausanne. Un stage de sept années dans des entreprises commerciales de Zurich/Winterthur lui a donné la chance d'être un parfait bilingue, facilitant durant toute sa carrière ses rapports avec les institutions de Suisse alémanique.

De retour à Lausanne en 1931, c'est dans divers services de la Direction de police communale qu'il a pu faire valoir ses qualités d'organisateur.

En 1952, la Municipalité de Lausanne a confié à Roger Parisod l'importante mission de chef local, en complément de la fonction de chef de service de la police administrative qu'il a assumée dès 1941. En 1953, c'est le service fédéral PA qui l'a chargé de la dissolution de l'ancienne organisation communale, le bataillon PA de Lausanne.

Dès 1955, après avoir suivi le premier cours fédéral à Lucerne pour la formation des chefs locaux, Roger Parisod a fonctionné comme instructeur cantonal vaudois pour chefs locaux, chef de classe et directeur dans des cours fédéraux et cantonaux.

En 1959, le Conseil d'Etat l'a proposé comme membre de la Commission fédérale d'experts concernant la loi sur la protection civile, représentant le canton de Vaud et la Ville de Lausanne. Les années suivantes, les tâches augmentant, le chef local a pu développer le service de la protection civile, auquel sont venues s'ajouter les affaires communales militaires.

La protection des biens culturels prenant toujours plus d'importance, c'est en 1968 que Roger Parisod a été nommé membre de cette commission cantonale et, de 1969 à 1970, sur proposition de l'OFPC, le Conseil fédéral l'a désigné comme membre de la Commission fédérale de réquisition.

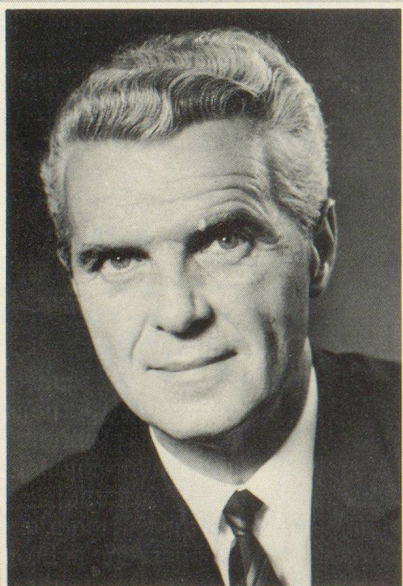
De 1974 à 1980, il a rempli une tâche importante comme président de la Commission romande d'information. Avec doigté et un dévouement constant, il a défendu avec énergie les intérêts romands.

Une vie au service de la collectivité mérite plus que des félicitations: un profond respect. Si Roger Parisod a passé le flambeau à un nouveau président de l'UVPC, il peut, en restant encore membre du comité, rendre de précieux services. Nous sommes reconnaissants de tout ce que cet homme nous a donné, en complément de ses nombreuses activités, par ses compétences, son dévouement, son sens de la réalité, toujours très appréciés. En fêtant, cette année, son 75^e anniversaire, Roger Parisod peut être fier du travail accompli.

Nos vœux chaleureux l'accompagnent, en espérant l'avoir encore longtemps parmi nous.

Zum Rücktritt von Jean Comment

aid. Ende Januar 1982 ist Jean Comment als Vorsteher des Amtes für Zivilschutz des Kantons Bern (1965–1982) aus gesundheitlichen Gründen vorzeitig in den Ruhestand getreten.



Jean Comment a pris sa retraite

A fin janvier 1982, M. Jean Comment, chef de l'Office de la protection civile du canton de Berne, a pris sa retraite anticipée pour raisons de santé.

1960 zum Adjunkten der Kantonalen Militärdirektion und Leiter der Kantonalen Zivilschutzstelle gewählt, stand Jean Comment dieser Stelle mit viel Umsicht und Sachkenntnis vor. Vehement setzte er sich für den Ausbau eines wirksamen Schutzes der Zivilbevölkerung im Kriege ein. 1962 bis 1964 wurden das Bundesgesetz über den Zivilschutz, die Verordnung über den Zivilschutz und das Bundesgesetz über die baulichen Massnahmen im Zivilschutz in Kraft gesetzt. Endlich lagen die eidgenössischen Gesetzesgrundlagen vor, so dass Jean Comment, am 1. Februar 1965 zum Vorsteher des neuen Kantonalen Amtes für Zivilschutz gewählt, an die Ausarbeitung des Einführungsgesetzes über den Zivilschutz im Kanton Bern herantreten konnte, welches im gleichen Jahr mit 32202 gegen 18006 Stimmen

durch das Bernervolk angenommen wurde.

Im Vordergrund der Anstrengungen standen nicht nur die baulichen Mass-

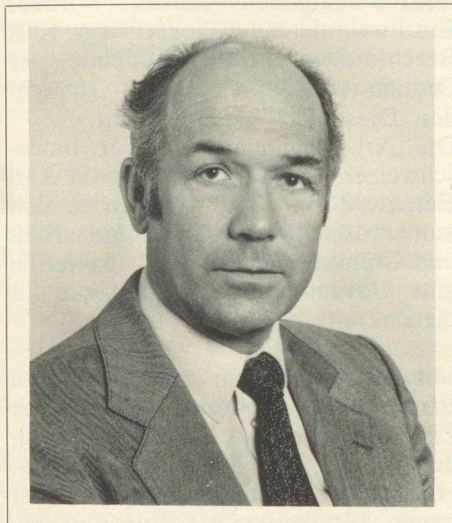
nahmen, sondern die Ausbildung der Kader. 15 regionale Ausbildungszentren wurden geplant und erstellt, und 1972 konnte das kantonale Ausbildungszentrum Lyss-Kappelen seiner Bestimmung übergeben werden. Jean Comment war auch an der Generellen Zivilschutzplanung, an der Revision des Bundesgesetzes (u. a. obligatorischer Bau von Schutzräumen in allen Neubauten – jedem Einwohner ein Schutzplatz) sowie an der Festsetzung der Kantons- und Gemeindebeiträge der pflichtigen Gemeinden für die baulichen Massnahmen beteiligt. Mannigfaltig und umfangreich waren auch die übrigen Aufgaben, die er als Vorsteher zu bewältigen hatte. So gehörte er Fachkommissionen an und stellte seine Kraft und seine Erfahrung vielen Stellen zur Verfügung, wobei ihm seine perfekte Zweisprachigkeit zugute kam. Durch seine überlegte Arbeitsweise erwarb er sich das Vertrauen seiner Vorgesetzten, der Behördenstellen, Kollegen und breiter Bevölkerungskreise.

Jean Comment

En 1960, Jean Comment est nommé adjoint de la Direction cantonale des affaires militaires et chef du service cantonal de la protection civile, où il se distingue par sa compétence et son savoir-faire. Convaincu de sa mission en dépit de l'absence d'un article constitutionnel, il s'engage vivement en faveur de la mise sur pied d'une protection efficace de la population civile en cas de guerre. Entre 1962 et 1964 entrent en vigueur la loi fédérale sur la protection civile, l'ordonnance fédérale sur la protection civile et la loi fédérale sur les constructions de protection civile. On dispose enfin des bases légales sur le plan fédéral, de sorte que Jean Comment, devenu le 1^{er} février 1965 chef de l'Office cantonal de la protection civile, peut se consacrer à l'élaboration de la loi cantonale concernant la protection civile, qui reçoit en 1965 l'aval du Souverain par 32202 voix contre 18006. Avec cette loi s'accroissent les tâches de l'Office et, partant, ses effectifs. Ces derniers passent de 7 personnes en 1965 à 16 personnes en 1967, 26 personnes en 1970 et 45 personnes à l'heure actuelle.

Dans son travail, Jean Comment met particulièrement l'accent non seulement sur les mesures de construction, mais également sur la formation des cadres. 15 centres de formation régionaux sont projetés puis réalisés et en 1972 s'ouvre le centre cantonal de formation de Lyss-Kappelen. Jean Comment a participé également à la Conception générale de la protection civile, à la révision de la loi fédérale (en particulier obligation d'aménager des abris protégés dans toutes les nouvelles constructions: «A chaque habitant sa place dans un abri!») ainsi qu'à la fixation des parts cantonales et communales aux dépenses de construction des communes astreintes à l'obligation de créer des organismes de protection. Les autres tâches qui lui incombent n'en sont pas moins variées et exigeantes. C'est ainsi qu'il siège dans des commissions d'experts et est toujours prêt à mettre son expérience au service d'autres divisions, son bilinguisme s'avérant d'une grande utilité. Son calme et son sérieux lui valent la confiance de ses supérieurs, des autorités, de ses collègues et de larges milieux de la population.

Franz Reist, neuer Chef des bernischen Amtes für Zivilschutz



aid. Auf 1. Juli 1982 erhält das Amt für Zivilschutz des Kantons Bern einen neuen Chef: Der Regierungsrat hat Franz Reist, zurzeit Leiter des Zivilschutzes der Stadt Biel, zum Nachfolger des altershalber zurücktretenden Jean Comment gewählt.

Der 1930 geborene und in Wimmis aufgewachsene Berner Oberländer

war nach seiner Ausbildung an der Eidgenössischen Konstruktionswerkstätte in Thun in der Privatwirtschaft tätig. Ab 1959 leitete er die Abteilung Planung der Maschinenfabrik Henri Hauser AG in Biel. 1973 übernahm er die Leitung des Zivilschutzes Biel, verbunden mit der Funktion des Ortschefs und der Überwachung des Betriebes am regionalen Ausbildungszentrum Biel-Orpund.

In seinem neuen Tätigkeitsbereich baute Franz Reist die Zivilschutzorganisation der Stadt Biel mit etwa 5500 Schutzdienstpflichtigen auf. Unter seiner Führung hatte Biel 1979 als erste Schweizer Stadt die Schutzplatz-Zuweisungsplanung unter Dach. Als Präsident des Schweizerischen Zivilschutz-Fachverbandes der Städte ist Franz Reist auch ausserdienstlich mit dem Zivilschutz verbunden. Er leitet gleichzeitig die regionale Zivilschutzvereinigung Biel-Seeland, so dass ihm die Bedürfnisse und Probleme kleinerer Gemeinden beim Aufbau einer Zivilschutzorganisation vertraut sind. Auf eidgenössischer Ebene ist er in Arbeitsgruppen des Bundesamtes für Luftschutztruppen engagiert.

Die militärische Laufbahn von Franz Reist vollzog sich bei den Gebirgstruppen. Zurzeit ist er als Oberstleutnant im Stab der Grenzbrigade 11 eingeteilt.

Ein Mann der Tat

Seit ich Franz Reist kenne, habe ich ihn nie den folgenden Satz aussprechen hören: «Es geht nicht, ich habe keine Zeit.» Mit Begeisterung, aber ohne Stroh-Euphorie arbeitet er im Verband mit und liefert interessante, wertvolle Beiträge für die Zeitschrift «Zivilschutz». Franz Reist ist offen und hält mit seiner Meinung nicht hinter dem Berg. An einer Pressekonferenz des Zivilschutz-Fachverbandes der Städte in Locarno nahm er profiliert zur teilweise noch problematischen Zusammenarbeit Armee/Zivilschutz Stellung. Oder: In einem Interview mit dem Generalstabschef Jörg Zumstein («Zivilschutz» Nr. 11/12/81) scheute er sich nicht, «heisse Fragen» aufzuwerfen. Kurz: Franz Reist liebt weder Schönfärberei noch destruktive Kritik. Leuten, die eine andere Meinung als er vertreten, begegnet er mit harten Sachargumenten; er ist jederzeit bereit zum Dialog und verabscheut Schattenspiele. Der neue Chef des kantonalen Amtes für Zivilschutz Bern ist ein Mann der Tat, der nicht jahrelang auf den Tag X wartet, bis vielleicht von oben ein Befehl kommt. Er krempelt heute die Hemdsärmel hoch und unternimmt etwas. Ich bin der Meinung, dass die Berner Regierung mit der Wahl von Franz Reist ins Schwarze getroffen hat.

Kurt Venner

Nouveau chef de l'Office de la protection civile du canton de Berne

oid. Un nouveau chef de l'Office de la protection civile du canton de Berne vient d'être désigné en la personne de Franz Reist, actuellement chef local et chef de l'Office communal de la PC de Bienne.

Le Conseil exécutif l'a en effet appelé à ce poste où il succédera à M. Jean Comment qui prend sa retraite, atteint par la limite d'âge. Le nouveau chef de la PC cantonale bernoise est âgé de 52 ans. Né à Wimmis, dans l'Oberland bernois, où il a passé sa jeunesse, il a reçu sa formation professionnelle aux Ateliers fédéraux de construction de Thoune, avant d'exercer une activité dans l'industrie privée. A partir de 1959, il assumait la direction de la Division de planification de la fabrique de machines Hauser SA, à

Bienne. C'est en 1973 qu'il devint chef de l'Office communal de la PC, fonction qu'il exerça simultanément avec celle de chef local de la protection civile biennoise. Le centre de formation régional de la PC de Bienne-Orpund lui a également été confié.

Dans ses nouvelles fonctions, M. Reist a mis sur pied l'organisation de la PC de la ville de Bienne qui compte quelque 5500 personnes astreintes. Sous sa conduite, Bienne fut la première des villes suisses à disposer d'un plan d'attribution des places protégées, en 1979. M. Reist est également président de l'Association professionnelle suisse de protection civile des villes, ce qui lui permet de maintenir le contact avec les activités hors service. Il dirige également la section régionale de Bienne-Seeland de

l'USPC. Sur le plan fédéral, il collabore au sein de plusieurs groupes de travail de l'Office fédéral de la protection civile et de l'Office fédéral des troupes de protection aérienne.

Actuellement lieutenant-colonel à l'état-major de la brigade frontière 11, le nouveau chef de la PC bernoise a fait sa carrière militaire dans les troupes de montagne.

Un homme d'action

Depuis que je connais Franz Reist, je ne l'ai jamais entendu dire «Ça ne va pas, je n'ai pas le temps.» C'est avec enthousiasme, mais sans tomber dans une euphorie de courte durée, qu'il collabore aux travaux de l'USPC et qu'il apporte sa contribution précieuse et intéressante à la revue «Protection civile». Franz Reist est un homme ouvert qui ne cache pas ses opinions. Ainsi, lors d'une conférence de presse

donnée par l'Union suisse pour la protection civile des villes à Locarno, il a pris une position claire et nette sur la collaboration armée/protection civile qui pose encore partiellement des problèmes considérables. Autre exemple: lors d'une interview que lui a accordée Jörg Zumstein, chef de l'Etat-major général (revue «Protection civile», N° 11/12/81), il n'a pas hésité à poser des «questions délicates». En bref, Franz Reist n'aime ni les artifices ni les critiques destructives; aux gens qui ne partagent pas son avis, il opposera les arguments rigoureux du spécialiste. Il est toujours prêt au dialogue et déteste les ombres chinoises. Le nouveau chef de l'Office de la protection civile du canton de Berne est un homme d'action qui n'attend pas à longueur d'année de recevoir éventuellement un ordre d'en haut. Il préfère retrousser tout de suite ses manches et entreprendre quelque chose. Je pense que le gouvernement bernois a visé juste en choisissant Franz Reist. Kurt Venner

Neuer Zivilschutzchef im Kanton Obwalden



Karl Berchtold

od. Auf Ende Mai 1982 kann Karl Berchtold, nach 19jähriger Tätigkeit im Zivilschutz, seinen wohlverdienten Ruhestand antreten. Karl Berchtold begann seine Laufbahn beim Zivilschutz im Jahre 1963 als Sekretär bei der kantonalen Amtsstelle für Zivilschutz Obwalden. Auf den 1. Januar 1969 wurde er vom Regierungsrat Obwalden als Zivilschutzchef gewählt. Karl Berchtold brachte den nötigen Idealismus mit, den Zivilschutz in Ob-

walden aufzubauen, wofür er auch unzählige Stunden seiner Freizeit zur Verfügung stellte. Während seiner Zivilschutzstätigkeit sind bei den örtlichen Schutzorganisationen im Kanton Obwalden in organisatorischer und baulicher Hinsicht viele und arbeitsintensive Aufgaben realisiert worden. Ein besonderes Anliegen von Karl Berchtold war die Verwirklichung der Organisationsbauten in den Gemeinden. Dieses Ziel hat er erreicht.

Die Arbeitsgemeinschaft der Inner-schweizer Zivilschutzchefs dankt Karl Berchtold für seine langjährige und kameradschaftliche Zusammenarbeit und wünscht ihrem Kari weiterhin gute Gesundheit und alles Gute für die Zukunft.

Mit Amtsantritt vom 1. Juni 1982 wird Bruno Burch, geboren 1933, als neuer Zivilschutzchef des Kantons Obwalden seine Aufgabe übernehmen. Herrn Burch wünschen wir in seiner neuen Tätigkeit viel Erfolg und Befriedigung.

Publizistische Anlässe 1982

(Stand Mitte März)

Mai

Bernische Ausstellung BEA in Bern

Zivilschutz/Zupla der Stadt Bern 30.4.–10. 5.

Schaffhausen:

Ausstellung 8.5.–14. 5.

Veyrier:

Tag der offenen Tür 15. 5.

Grand-Saconnex:

Tag der offenen Tür 15. 5.

Schenkon:

Tage der offenen Tür 14./15. 5.

Juni

Aarau: Kantonsspital 9.–13. 6.

Langnau i. E.:

Tage der offenen Tür 12.–20. 6.

August

Frauenfeld: Wehrschau 20.–22. 8.

September

Arlesheim BL:

Tage der offenen Tür September

Oktober

Ettingen:

Tag der offenen Tür 21.10

Therwil:

Tag der offenen Tür 23.10

Reinach:

Tage der offenen Tür 22./23.10

November

Balerna TI: Ausstellung 5.–27.11.

Mitmachen – Mithelfen

Unter diesem Motto führen Rotes Kreuz und Samariter ihre traditionelle Informations- und Sammelkampagne durch, die am 8. Mai, dem Weltrotkreuztag und Geburtstag Henry Dunants, ihren Höhepunkt findet. Die beiden Werke könnten ihre vielfältige Tätigkeit zugunsten von Kranken und Verletzten in unserem Land unmöglich verwirklichen ohne tatkräftige Mitwirkung zahlreicher Freiwilliger, Mitglieder und Spender. Das Sammelergebnis kommt ausschliesslich benachteiligten Menschen in der Schweiz zugute. Helfen Sie mit! Melden Sie sich als Helfer! Treten Sie einer Rotkreuzsektion oder einem Samariterverein bei! Unterstützen Sie die Maisammlung mit einem Beitrag! Wir danken Ihnen.

Unis pour aider

Placée sous cette devise, la traditionnelle campagne d'information et de collecte de la Croix-Rouge suisse et des Samaritains atteindra son point culminant le 8 mai, Journée mondiale de la Croix-Rouge et anniversaire d'Henry Dunant. Il serait impossible aux deux œuvres concernées de mener à bien leurs diverses tâches en faveur des ma-

lades et des blessés dans notre pays sans l'efficace collaboration de nombreux assistants bénévoles, membres et donateurs. Les bénéficiaires sont, à titre exclusif, des personnes défavorisées habitant la Suisse. Aidez-les, vous aussi! Engagez-vous en qualité d'assistant bénévole! Adhérez à une section de la CRS ou à une société Samaritains! Soutenez la collecte de mai en versant une contribution financière! D'avance, nous vous en remercions.

Uniti per aiutare

Con questo motto la Croce Rossa e i Samaritani organizzano la loro tradizionale colletta e campagna d'informazione, che raggiunge il suo apice l'8 maggio, Giornata della Croce Rossa e data di nascita di Henry Dunant. Le due organizzazioni non potrebbero svolgere le loro molteplici attività a favore dei malati e dei feriti del nostro paese senza l'efficace concorso di volontari, membri e offerte. Il ricavato della colletta è esclusivamente a beneficio dei bisognosi in Svizzera. Contribuisca anche lei! Diventi soccorritore! Aderisca a una sezione della Croce Rossa o dei Samaritani! Sostenga la Colletta di maggio con un versamento! La ringraziamo già sin d'ora.

Finnland: Einsatz von Radio und Fernsehen in Kriegs- und Katastrophenfällen

H. A. Die zuständigen Instanzen von Radio und Fernsehen in Finnland haben kürzlich Weisungen für den Einsatz in Notfällen und Notzeiten erlassen, aus denen folgendes ersichtlich ist:

Bei grossen Unglücksfällen

Radio und Fernsehen sind umgehend bereit, auf Bitten der Instanzen der Rettungsdienste die normalen Sendungen zu unterbrechen, um dringende Mitteilungen für die Bevölkerung, an Dienstzweige der Rettungsdienste oder für dringend gesuchte Personen durchzugeben.

Bei Kriegsgefahr und bei kriegerischen Ereignissen

Radio und Fernsehen werden ihre Ausstrahlungen möglichst unverändert fortsetzen, wobei die normalen Sendezeiten so wenig als möglich geändert werden sollen. Nebst der selbst-

ständigen Programmgestaltung sind Radio und Fernsehen bereit, den Behörden wie folgt dienen zu können:

- Als Kommunikationsmedium, um staatlichen Informationszentren zu ermöglichen, der Bevölkerung ein aktuelles und wahrhaftes Bild der jeweils herrschenden Lage des Landes und der sich daraus ergebenden Massnahmen und Verpflichtungen zu bieten, zudem Entscheidungen und ihre Zielsetzungen bekanntzugeben.
- Als Ausbildungs- und Informationsmedium, um verschiedenen Behörden Gelegenheit zu bieten, der Bevölkerung in Krisensituationen Auskünfte und Instruktionen des Verhaltens zu vermitteln.
- Radio und Fernsehen sind auch bereit, Sonderprogramme für die Armee und für das Ausland auszustrahlen.
- Radio und Fernsehen sind auch dar-

auf vorbereitet, Mitteilungen des Zivilschutzes weiterzugeben.

In diesem Zusammenhang ist zu erfahren, dass alle Vorbereitungen getroffen wurden, um im Zuge der vermehrten Berichterstattung die Sendungen täglich während 24 Stunden durchzuhalten, wobei das Fernsehen so lange senden soll, wie es technisch dazu imstande ist. Die Programmgestaltung soll der Krisensituation angepasst werden, wobei die Sendezeit der Aktualitäten und Nachrichtenredaktionen auszudehnen ist, der Tatsache bewusst, dass Krisensituationen an die Programme neue Anforderungen stellen. Es wird auch somit vorausgesehen, dass der Bedarf nach Informations- und Unterrichtsprogrammen zunimmt. Das staatliche Informationszentrum und das Ministerium für auswärtige Angelegenheiten wie auch Armee und Zivilschutz werden an der Programmgestaltung massgeblich beteiligt sein. In den erwähnten Weisungen wird auch festgehalten, dass die Proportionen der Wort- und Musikprogramme neu bearbeitet werden und deren Inhalt der vorherrschenden Situation angepasst werden müssen.

Was bringt die nächste Nummer?

Der Vorsteher des Eidgenössischen Finanzdepartements, Bundesrat Willi Ritschard, äussert sich in der nächsten Nummer der Zeitschrift «Zivilschutz» zur gegenwärtigen Finanzlage des Bundes. Im Interview erklärt Ritschard, er sei sich bewusst, dass die lineare Kürzung von 10% auch beim Zivilschutz Bremswirkungen gezeitigt habe: «Im Rahmen des Sparprogrammes 1982 werden wir uns bemühen, den Rotstift etwas differenzierter anzusetzen.» Im weiteren befasst sich die Mai-Nummer der Zeitschrift «Zivilschutz» mit dem Thema Alarmierung sowie mit weiteren Beiträgen aus der Zivilschutzpraxis. Die Zeitschrift erscheint am 6. Mai 1982; aktuelle Kurzmeldungen können noch bis 13. April 1982 der Redaktion zugestellt werden.

Que contiendra le prochain numéro?

Le prochain numéro de la revue *Protection civile* contiendra un interview dans laquelle Willi Ritschard, conseiller fédéral, chef du Département fédéral des finances, s'exprime sur la situation actuelle des finances de la Confédération. M. Ritschard est bien conscient de ce que la réduction linéaire de 10% des subventions a donné un coup de frein à la protection civile également. «Cependant, dans le cadre du programme d'économies 1982, précise-t-il, nous nous efforcerons de manier le crayon rouge d'une manière plus nuancée.»

Par ailleurs, le numéro du mois de mai présentera un article sur le thème de l'alarme et d'autres exposés tirés de la pratique en protection civile.

La revue paraîtra le 6 mai 1982 et les brèves annonces d'actualité peuvent encore être adressées à la rédaction jusqu'au 13 avril 1982.

Che cosa ci porta il prossimo numero?

Il capo del Dipartimento federale delle finanze, il consigliere federale Willi Ritschard, si pronuncerà, nel prossimo numero della nostra rivista *Protezione civile* sull'attuale situazione delle finanze svizzere. In tale intervista, il consigliere federale Ritschard dichiara di essere cosciente che, anche nella protezione civile, la riduzione lineare del 10% ha agito come un freno: «Nell'ambito del programma di contenimento delle spese per l'anno 1982, ci sforzeremo di procedere con maggiore discrezione quando dovremo ridurre i sussidi.» Il numero di maggio della rivista *Protezione civile* si occupa inoltre del tema allarme e porterà nuovi esempi di applicazione pratica nella protezione civile.

La rivista sarà pubblicata il 6 maggio 1982. Brevi notizie d'attualità potranno essere inoltrate entro il 13 aprile 1982 alla Redazione.